

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX**

**MARCHE N° 2026960TRAV001**











---

**TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE LA TOITURE DU  
BÂTIMENT HYPATHIE ET MISE EN ŒUVRE D'UNE  
ISOLATION THERMIQUE - OBSERVATOIRE DE MEUDON**

---

**Observatoire de Paris**  
61 AVENUE DE L'OBSERVATOIRE,  
75014 PARIS

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

|   |                                  |  |
|---|----------------------------------|--|
|    | <b>Objet</b>                     | Travaux de remplacement de la toiture du bâtiment Hypathie et mise en œuvre d'une isolation thermique - Observatoire de Meudon |
|    | <b>Type de contrat</b>           | Marché public de travaux   |
|    | <b>Nombre de lots</b>            | 0  |
|    | <b>Tranches optionnelles</b>     | Sans   |
|    | <b>Clause sociale</b>            | Avec   |
|    | <b>Clauses environnementales</b> | Avec   |
|    | <b>Reconduction</b>              | Sans   |
|   | <b>Prix</b>                      | Prix global forfaitaire  |
|  | <b>Variation des prix</b>        | Sans   |
|  | <b>Avance</b>                    | Avec   |

## SOMMAIRE

|  |    |
|--|----|
| 1 - Dispositions générales du contrat .....                                      | 4  |
| 1.1 - Objet du contrat.....  | 4  |
| 1.2 - Décomposition du contrat.....  | 4  |
| 1.3 - Réalisation de prestations similaires .....                                | 4  |
| 2 - Pièces contractuelles .....  | 4  |
| 3 - Intervenants .....   | 5  |
| 3.1 - Conduite d'opération.....  | 5  |
| 3.2 - Maître d'œuvre .....   | 5  |
| 3.3 - Bureau de contrôle.....  | 5  |
| 3.4 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier .....                 | 5  |
| 3.5 - Coordination des systèmes de sécurité incendie.....                        | 5  |
| 3.6 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....                   | 5  |
| 4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....                                  | 6  |
| 5 - Protection des données à caractère personnel .....                           | 6  |
| 6 - Durée et délais d'exécution.....   | 7  |
| 6.1 - Durée du marché .....  | 7  |
| 6.2 - Délai d'exécution des travaux .....  | 7  |
| 7 - Prix.....  | 8  |
| 7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....                                  | 8  |
| 7.2 - Modalités des prix.....  | 8  |
| 8 - Retenue de garantie .....  | 9  |
| 9 - Avance.....  | 10 |
| 9.1 - Conditions de versement et de remboursement.....                           | 10 |
| 9.2 - Garanties financières de l'avance.....                                     | 10 |
| 10 - Modalités de règlement des comptes.....                                     | 10 |
| 11 - Conditions d'exécution des prestations.....                                 | 13 |
| 11.1 - Dispositions particulières à l'exécution du chantier.....                 | 13 |
| 11.2 - Gestion des déchets de chantier .....                                     | 13 |
| 11.3 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux..... | 13 |
| 11.4 - Documents à fournir après exécution.....                                  | 13 |
| 11.5 - Sous-traitance .....  | 13 |
| 12 - Développement durable.....  | 14 |
| 13 - Réception .....   | 14 |
| 14 - Garantie des prestations.....   | 15 |
| 15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....                     | 15 |
| 16 - Pénalités .....   | 15 |
| 16.1 - Pénalités de retard .....   | 15 |
| 16.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....                                     | 16 |
| 17 - Assurances .....  | 16 |
| 18 - Résiliation du contrat.....   | 16 |
| 18.1 - Résiliation aux torts du titulaire .....                                  | 16 |
| 18.2 - Résiliation pour motif d'intérêt général .....                            | 17 |
| 18.3 - Redressement ou liquidation judiciaire .....                              | 17 |
| 19 - Règlement des litiges et langues .....                                      | 17 |
| 20 - Dérogations .....   | 18 |

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Les travaux de remplacement de la toiture du bâtiment Hypathie et mise en œuvre d'une isolation thermique au sein de l'Observatoire de Paris - site de Meudon.

Lieu(x) d'exécution :  
Observatoire de Paris - site de Meudon  
5 place Jules Janssen  
92190 Meudon

Les prestations sont détaillées dans le cahier des Clauses Techniques Particulières.

### 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

### 1.3 - Réalisation de prestations similaires

Conformément aux dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, l'Observatoire de Paris se réserve la possibilité de conclure, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un ou plusieurs marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire du présent marché.

Les marchés de prestations similaires pourront être conclus pendant une période maximale de trois (3) ans à compter de la date de notification du présent marché.

Les conditions d'exécution de ces marchés seront définies lors de leur conclusion, dans le respect des dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique.

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
  - Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT) ;
  - Rapport Amiante Avant Travaux (RAAT) ;
  - Diagnostic structure ;
  - Dossier graphique (plans et documents graphiques).
- Le planning prévisionnel ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'attestation de visite remise lors de la visite obligatoire du site ;
- Toutes les normes citées dans le CCTP.

Note : Le CCAG Travaux 2021 est applicable de plein droit. Les éventuelles dérogations à ses stipulations sont expressément mentionnées à l'article 20 du présent CCAP.

### 3 - Intervenants

#### 3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par la cellule immobilière de l'Observatoire de Paris (DIL).

#### 3.2 - Maître d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le cabinet A.G.R.I.

#### 3.3 - Bureau de contrôle

Le Bureau de contrôle est assuré par la société BTP CONSULTANTS (Mr Ibrahim BOUABIDA) Il est chargé de la mission de contrôle technique portant notamment sur la solidité des ouvrages et la sécurité des personnes, conformément à la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 modifiée.

#### 3.4 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par la maîtrise d'œuvre.

#### 3.5 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

Sans objet dans le cadre du présent marché.

#### 3.6 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Conformément aux articles L. 4532-1 et suivants du Code du travail ainsi qu'au décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994, la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est assurée par le titulaire du marché.

Le titulaire du marché est tenu de remettre au coordonnateur SPS son Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), dans les conditions et délais définis au CCTP et conformément à la réglementation en vigueur, avant tout démarrage des travaux.

#### 4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux. Le titulaire s'engage à ne divulguer aucune information relative au site, à ses occupants, à ses équipements ou aux travaux réalisés, à quelque tiers que ce soit, sans autorisation préalable et écrite du pouvoir adjudicateur.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux et aux prescriptions du CCTP (article 3.13 - Conditions d'accès au site). Tout le personnel intervenant devra obligatoirement faire l'objet d'une procédure d'habilitation préalable, dont les délais moyens sont de 4 à 6 semaines. L'entreprise devra anticiper ces démarches sans que les délais d'habilitation puissent justifier un retard dans l'exécution des travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

#### 5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

## 6 - Durée et délais d'exécution

### 6.1 - Durée du marché

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification au titulaire.

Il prend fin à l'issue de l'exécution complète des prestations et de la réception des travaux, sans préjudice de l'application des garanties légales et contractuelles.

La durée globale du marché ne pourra excéder vingt-quatre (24) mois à compter de sa notification.

### 6.2 - Délai d'exécution des travaux

Le candidat remet dans son offre un planning prévisionnel détaillé précisant les différentes phases de l'opération.

Le délai proposé par le candidat devra respecter les délais plafonds fixés ci-dessous.

À titre indicatif, la durée prévisionnelle de l'opération est estimée à :

- deux (2) mois de préparation de chantier ;
- cinq (5) mois d'exécution des travaux.

Le délai d'exécution des travaux court à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant leur commencement.

Une prolongation du délai d'exécution pourra être accordée dans les conditions prévues à l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

## **7 - Prix**

### **7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

#### **7.1.1 - Forme et contenu du prix**

Le présent marché est conclu à prix global et forfaitaire. Le prix forfaitaire couvre l'intégralité des prestations décrites dans le CCTP et chiffrées dans l'acte d'engagement et la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), pour les sujétions de toute nature liées à leur exécution dans des conditions normales.

Le contenu du prix s'analyse conformément aux dispositions de l'article 9.1 du CCAG-Travaux 2021.

#### **7.1.2 - Valeur contractuelle de la DPGF**

Les quantités figurant dans la DPGF jointe au présent marché constituent l'estimation du maître d'ouvrage sur la base de laquelle les candidats ont établi leur offre. Elles ont une valeur contractuelle et sont identiques pour l'ensemble des candidats.

Les candidats ne peuvent en aucun cas modifier, compléter ou ajuster les quantités indiquées dans la DPGF. Toute offre comportant des quantités différentes de celles figurant dans la DPGF transmise sera réputée non conforme et pourra être rejetée comme irrégulière au sens de l'article L2152-2 du Code de la commande publique.

#### **7.1.3 - Absence d'incidence des écarts de quantités sur le prix**

Conformément au caractère forfaitaire du prix, les écarts éventuels entre les quantités estimées dans la DPGF et les quantités réellement mises en œuvre lors de l'exécution des travaux n'entraînent, par eux-mêmes, aucune modification du prix du marché, dès lors que ces écarts résultent des conditions normales d'exécution des prestations telles que définies au CCTP.

#### **7.1.4 - Traitement des sujétions techniques imprévues**

Dans l'hypothèse où l'exécution du marché ferait apparaître des sujétions techniques imprévues, ne pouvant être normalement détectées par un professionnel diligent lors de l'établissement de son offre, et entraînant une variation significative dans la nature ou les quantités des prestations à réaliser, les parties pourront procéder aux modifications du marché dans les conditions et limites prévues aux articles R2194-1 et suivants du Code de la commande publique.



## 7.2 - Modalités des prix

Le prix du marché est ferme.

Par dérogation à l'article 9.4 du CCAG-Travaux, le prix est actualisé, à la demande du titulaire, si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début de la période de préparation de chantier.

L'actualisation est calculée par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times (I_{n-3} / I_0)$$

où :

- $P_0$  est le prix initial figurant dans l'acte d'engagement et la DPGF ;
- $P$  est le prix actualisé ;
- $I_0$  est la valeur de l'index de référence à la date de remise de l'offre du titulaire ;
- $I_{n-3}$  est la valeur de ce même index à la date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des travaux.

L'index de référence retenu est l'index BT01 (Index national du bâtiment, tous corps d'état), diffusé par l'INSEE.

En cas de disparition de l'index de référence, celui-ci est remplacé par un index équivalent par voie d'avenant, conformément à l'article 9.4 du CCAG-Travaux.

Une seule actualisation est applicable pour l'ensemble du marché. Au-delà de la date de début d'exécution des travaux, le prix actualisé devient ferme pour toute la durée d'exécution du marché et n'est soumis à aucune révision.

## 8 - Retenue de garantie

Conformément aux articles L2191-7 et R2191-32 à R2191-35, le montant de la retenue de garantie est égal à 5 % du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution.

Lorsque le titulaire du marché public est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, ce taux est de 3%.

Lorsque le marché prévoit une retenue de garantie, celle-ci est remboursée dans un délai de trente jours à compter de la date d'expiration du délai de garantie.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au créancier pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, la retenue de garantie est remboursée dans un délai de trente jours après la date de leur levée.

La retenue de garantie pourra être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou sur sa demande et avec l'accord du Maître d'ouvrage par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues aux articles R.2191-36 et R.2391-25 du code de la commande publique.

## 9 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

### 9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf si le titulaire y renonce expressément en le mentionnant dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 10,0 % du montant initial du marché, toutes taxes comprises.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### 9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## 10 - Modalités de règlement des comptes

### 10.1 - Acomptes et situations de travaux

Les prestations donnent lieu au versement d'acomptes mensuels.

Le titulaire établit chaque mois une demande de paiement correspondant aux prestations exécutées. Celle-ci est vérifiée par le maître d'œuvre puis transmise au maître d'ouvrage pour règlement.

Les demandes de paiement, les acomptes et le décompte général et définitif sont établis conformément aux dispositions de l'article 12 du CCAG-Travaux 2021.

### 10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le **portail de facturation Chorus Pro**. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19753496900013

- Numéro de bon de commande : 45000\*\*\*\*\*

Les factures afférentes au paiement seront établies en un exemplaire original et porteront obligatoirement, outre les mentions légales, les indications suivantes :

Le nom, l'adresse et le numéro de SIRET du/ des fournisseur(s) ;  
La domiciliation des paiements telle quelle figure sur l'acte d'engagement ;  
Les références du présent marché (numéro-objet) ; 2026\*\*\*\*\*  
La référence du bon de commande ; 45000\*\*\*\*\*  
Le nom et l'adresse complète du service acheteur ;  
La date de livraison ou date de réception du marché ;  
La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;  
Le prix unitaire hors taxes (H.T.) des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;  
Le montant total hors taxes (H.T.) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;  
Le taux de TVA en vigueur à la date de l'exécution des prestations ;  
Le montant total TTC.

Une facture devra être établie pour chaque bon de commande

**Toute facture reçue ne répondant pas à ces exigences vous sera automatiquement renvoyée, ce qui engendrera un retard de paiement.**

Au dépôt de la facture, le code service : FACTURES\_PUBLIQUES, n'est obligatoire que pour les structures publiques. Si structure privée, ce champ vide est à laisser vide.

Pour les relances fournisseurs, changement d'adresse, RIB ou toutes autres modifications, merci d'utiliser l'adresse mail générique du service facturier: [gestion.sf@obspm.fr](mailto:gestion.sf@obspm.fr)

### **10.3 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 10.7 du CCAG-Travaux.

### **10.4 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si,

pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Il est précisé que seul le sous-traitant de 1er rang peut bénéficier du paiement direct.

Les conditions de paiement direct du sous-traitant sont déterminées à l'article R.2191-6 du code de la commande publique.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire à la facture, une attestation indiquant la somme à régler par l'OBSPM à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire à la facture, signé par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance en indiquant la somme à régler par l'OBSPM au sous-traitant concerné.

Cette somme tient compte d'une éventuelle actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA. Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

#### **10.5 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## 11 - Conditions d'exécution des prestations

### 11.1 - Dispositions particulières à l'exécution du chantier

Les travaux sont réalisés sur un site et des bâtiments occupés. Le titulaire est tenu de se conformer à l'ensemble des prescriptions du CCTP, notamment en ce qui concerne :

- Le maintien de l'accessibilité et de la continuité d'activité des bâtiments occupés ;
- La protection et la sécurité des usagers du site pendant toute la durée du chantier ;
- Les conditions d'accès au site et les procédures d'habilitation du personnel et des véhicules (article 3.13 du CCTP) ;
- La gestion et la protection contre les intempéries (article 3.12 du CCTP) ;
- L'autocontrôle des travaux réalisés (article 3.9 du CCTP) ;
- La tenue du chantier, la gestion des déchets et la propreté des abords.

### 11.2 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité, conformément aux prescriptions du CCTP (articles 2.6 et 3.4).

### 11.3 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, le titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier, conformément aux dispositions du CCTP c'est-à-dire au plus tard 20 jours ouvrés après la réception des travaux, conformément à l'article 3.2.9 du CCTP.

### 11.4 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire est tenu de fournir, dans les délais prescrits et conformément au CCTP, le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) comprenant notamment :

- Les plans des travaux conformes à l'exécution réelle (plans DOE) ;
- Les notices d'entretien et de conduite en langue française ;
- Les fiches techniques des matériels et matériaux employés ;
- Les procès-verbaux d'essais et certificats de conformité ;
- Le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO).

Le DOE devra être remis en 1 version numérique et 2 versions papier.

En cas de retard de non-respect de ces dispositions (et celles du CCTP) par le titulaire des pénalités seront appliquées conformément à l'article 16 du présent CCAP.

### 11.5 - Sous-traitance

Le prestataire peut sous-traiter une partie des prestations sous réserve du respect du CCTP. La sous-traitance totale est interdite.

L'Observatoire de Paris devra en avoir été informé dans un délai raisonnable et avoir donné son accord préalable express et écrit.

Le prestataire devra s'assurer de la bonne solvabilité de l'entreprise sous-traitante ainsi que de la qualification des intervenants circulants sur les sites de l'observatoire. Les intervenants seront soumis aux mêmes règles telles que définies dans les CCTP.

L'Observatoire se réserve le droit de demander au titulaire les documents économiques et ou tout autre justificatif faisant état du bon niveau de formation des techniciens de l'entreprise sous-traitante.

Le Titulaire tiendra à jour la liste de ses sous-traitants.

En toutes hypothèses, il demeure toutefois responsable des prestations confiées à tous les sous- traitants, sans que l'Observatoire de Paris ne puisse être inquiété ou recherché à ce sujet.

Le Titulaire restera l'unique interlocuteur de l'Observatoire de Paris.

Procédures d'acceptation des sous-traitants :

Le Titulaire s'engage à respecter les procédures telles que définies ci-après.

Le Titulaire indiquera (via le formulaire DC4 éventuellement, sans obligation) :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,

Le non-respect de cette procédure, pourra entraîner l'application de pénalités et la résiliation du marché pour faute du titulaire, sans indemnisation possible.

## 12 - Développement durable

Le titulaire est tenu de respecter l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires applicables en matière de protection de l'environnement, de gestion des déchets, de prévention des pollutions et de préservation des ressources naturelles.

Pendant toute la durée du marché, le titulaire met en œuvre les mesures nécessaires pour limiter les nuisances et les impacts environnementaux liés à l'exécution des prestations. Il applique les prescriptions environnementales définies au CCTP et veille à la valorisation ou à l'élimination des déchets dans les filières autorisées.

Le titulaire informe le maître d'ouvrage de toute mesure susceptible d'améliorer la performance environnementale de l'opération et formule, le cas échéant, des propositions d'amélioration.

Le présent marché comporte une condition d'exécution à caractère environnemental. Le non-respect de ces obligations pourra donner lieu à l'application des pénalités prévues à l'article 16 du présent CCAP, sans préjudice des autres mesures contractuelles pouvant être mises en œuvre.

## 13 - Réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception dans les meilleurs délais.

Préalablement à toute réception, le titulaire procède à l'autocontrôle complet de ses ouvrages et transmet une fiche d'autocontrôle au maître d'œuvre, conformément au CCTP. Un procès-verbal de réception est établi contradictoirement et signé par les parties.

En cas de réserves notifiées lors de la réception, le titulaire dispose d'un délai pour leur levée. Ce délai est précisé par le maître d'œuvre dans le procès-verbal de réception. Passé ce délai, les pénalités prévues à l'article 16 du présent CCAP s'appliquent.

## 14 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception complète des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

La Garantie biennale de bon fonctionnement : 2 ans - éléments d'équipement dissociables (art. 1792-3 du Code civil).

La Garantie décennale : 10 ans - dommages compromettant la solidité ou rendant l'ouvrage impropre à sa destination (art. 1792 et suivants du Code civil).

## 15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 48 du CCAG-Travaux, les résultats réalisés dans le cadre du marché, notamment les études, plans, documents techniques et autres livrables, font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur dès leur production, comprenant les droits de reproduction, de représentation, d'adaptation et d'utilisation, sans contrepartie financière supplémentaire.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre tout recours de tiers fondé sur une atteinte aux droits de propriété industrielle ou intellectuelle du fait de l'utilisation des livrables dans le cadre de leur destination contractuelle.

## 16 - Pénalités

### 16.1 - Pénalités de retard

- Délai contractuel d'exécution, par le fait du titulaire : 500,00 € HT par jour de retard calendaire
- Absence non justifiée ou non excusée au moins 24 heures avant chaque réunion de chantier : 200,00 € HT par absence
- Non-respect des prescriptions relatives à l'hygiène, à la sécurité, à la signalisation générale du chantier 300,00 € HT
- Retard dans la remise ou dans la diffusion de documents nécessaires à la coordination des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, plans de synthèse, études de détail, PV d'essais...) 200,00 € HT
- Retard dans la production des documents et justifications demandés par le représentant du pouvoir adjudicateur en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail et de lutte contre le travail clandestin 200,00 € HT
- Retard dans la remise du décompte final 200,00 € HT par jour de retard calendaire
- Infraction grave à la sécurité 1500,00 € HT
- Retard dans le nettoyage de chantier et/ou de ses abords (comprenant notamment l'enlèvement de matériaux) 200,00 € HT
- Retard dans la remise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé 200,00 € HT par jour de retard calendaire
- Retard dans la remise du DOE 500,00 € HT par jour de retard calendaire
- Retard pour la levée des réserves notifiées lors de la réception 200,00 € HT par jour de retard calendaire
- Non-respect de toute autre disposition du présent marché 200,00 € HT.

Conformément aux stipulations de l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,0 % du montant du marché.

Les pénalités de retard pourront s'appliquer sans mise en demeure préalable du titulaire.

### **16.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 2000,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **17 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

Le titulaire veille au maintien en vigueur de ces assurances pendant toute la durée d'exécution du marché et, pour la garantie décennale, pendant les dix années suivant la réception des travaux. Toute interruption ou modification substantielle des couvertures doit être immédiatement signalée au pouvoir adjudicateur.

## **18 - Résiliation du contrat**

### **18.1 - Résiliation aux torts du titulaire**

Le marché peut être résilié avant sa date d'échéance par l'Observatoire, aux torts du Titulaire et sans indemnité :

- En cas de recours du Titulaire à un ou plusieurs sous-traitants n'ayant pas fait l'objet d'un accord préalable de l'Observatoire,
- En cas de défaut ou d'insuffisance d'assurance du Titulaire,
- En cas de non-respect des dispositions de lutte contre le travail dissimulé, prévues à l'article D8222-5 du Code du Travail,
- En cas de « faute grave » du Titulaire, telles qu'elles sont définies ci-après. Par « faute grave », on entend notamment :

- Lorsque depuis le début de l'exercice en cours, le montant total des pénalités représente 10% du montant total HT du marché
- Inobservation de l'obligation de confidentialité,
- Inobservation grave et répétée des règles de sécurité ou d'hygiène.
- Lorsque le Titulaire commet une faute ayant entraîné un accident matériel ou corporel grave,
- En cas de non-respect des obligations contractuelles, autre que celles définies ci-avant, et après une mise en demeure non suivie d'effet



La résiliation *du marché* intervient immédiatement et de plein droit, après envoi par l'Observatoire au Titulaire d'une lettre recommandée avec accusé de réception, soit :

- À l'issue du préavis de 3 mois minimum précisé dans le courrier,
- Après une mise en demeure précisée dans le courrier et non suivie d'effet.

Dans tous les cas de résiliation du contrat aux torts et griefs du Titulaire, ce dernier n'aura droit à aucune indemnité à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, et sera redevable à l'égard de l'Observatoire de Paris d'un dédommagement égal à 5 % du montant total HT du marché ; ce montant n'exclut pas le recours pour les pertes subies par l'Observatoire de Paris ainsi que tous les dommages et intérêts dus au titre du préjudice subi par ce dernier et venant en complément de ces sommes.

### **18.2 - Résiliation pour motif d'intérêt général**

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour motif d'intérêt général, dans les conditions de l'article 50 du CCAG-Travaux. Dans ce cas, le titulaire a droit à une indemnisation pour les travaux exécutés et pour les frais et charges qu'il a engagés, dûment justifiés.

### **18.3 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **19 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

En cas de différend, le titulaire peut saisir le comité consultatif de règlement amiable des différends compétent, conformément aux articles L. 2197-1 et suivants du Code de la commande publique. À défaut de règlement amiable, le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent.

## 20 - Dérogations

Le présent CCAP déroge expressément aux dispositions suivantes du CCAG Travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 :

- Article 48 du CCAG-Travaux : par dérogation, les droits de propriété industrielle et intellectuelle sur les résultats du marché sont cédés à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur (cf. article 15 du présent CCAP) ;
- Article 9.4 du CCAG-Travaux : l'actualisation du prix est réalisée sur demande du titulaire. (cf. article 7.2 du CCAP).

Toutes les autres stipulations du CCAG-Travaux (arrêté du 30 mars 2021) s'appliquent de plein droit sans modification.



